



RAPPORT RESULTAT 2023

**PROGRAMME D'APPUI A LA
REALISATION D'ETUDES ET
D'EXPERTISES (PAREX)**

BDI 12 076 11

1	APERÇU DE L'INTERVENTION	4
1.1	FICHE D'INTERVENTION	4
1.2	EXECUTION BUDGETAIRE	4
2	CONTEXTE.....	5
2.1	CONTEXTE GENERAL	5
2.2	CONTEXTE DE GESTION : BREF APERÇU SUR LES ETUDES ET EXPERTISES ELIGIBLES ...	5
3	ANALYSE DES PROGRES REALISES.....	7
3.1	ÉTUDES/EXPERTISES	7
3.1.1	<i>État d'avancement des expertises</i>	7
3.1.2	<i>Analyse des études finalisées</i>	7
3.1.3	<i>Analyse de l'expertise</i>	7
3.2	CRITERES DE QUALITE.....	8
3.3	GESTION DES RISQUES	10
4	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	11
4.1	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	11
5	ANNEXES	12
5.1	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	12
5.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	12

ACRONYMES

ATI	Assistant technique international
CNRSP	Centre National de Réadaptation Socio-Professionnelle
CTB	Agence belge de coopération au développement
Copil	Comité de Pilotage
ESMB	Enquête Santé Mentale au Burundi
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
MAECD	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement
MENRS	Ministère de l'Education Nationale et de Recherche Scientifique
OBEM	Office Burundais de l'emploi et de la main d'œuvre
PAREX	Programme d'Appui à la Réalisation d'Etudes et d'Expertises
PTF	Partenaires Techniques et Financier
UAGP	Unité d'Appui et de Gestion du Programme

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé du projet	PROGRAMME D'APPUI A LA REALISATION D'ETUDES ET D'EXPERTISES - PAREX
Code du projet	BDI 12 076 11
Localisation	Territoire national
Budget	4.496.758 €
Institution partenaire	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement
Date de la convention spécifique	08 mai 2014
Date de démarrage du projet/comité de pilotage d'ouverture	17 juillet 2014
Date de fin de la convention spécifique	Indéterminée (2029)
Objectif	Capacités des institutions publiques des secteurs de concentration de la coopération belge sont renforcées
Année couverte par le rapport	2023
Observation	Le fonds PAREX était gelé depuis fin 2016.

1.2 Exécution budgétaire

Budget total (€)	Dépenses Avant réactivation (€)	Dépenses planifiées N (€)	Dépenses année N (€)	Solde (€)	Taux de décaissement total
4.496.758	1.861.491	0	38.856	2.596.409	42%

Rappel : La signature de la Convention Spécifique (CS) relative au PAREX est intervenue le 8 mai 2014 avec la fusion des anciens Programme d'appui à la réalisation d'études et de consultations et Programme d'appui à la réalisation d'expertises. Le budget du PAREX provenait des reliquats des 2 anciennes interventions auxquels s'est ajouté la dernière réalimentation de 2 millions d'€ intervenue en 2014.

2 Contexte

2.1 Contexte général

Depuis le mois de décembre 2022, l'Ambassade de Belgique au Burundi en collaboration avec l'Agence belge de développement – Enabel ont entamé des consultations avec les ministères sectoriels afin de voir, dans quelles mesure le Programme d'appui à la réalisation d'études et d'expertises - PAREX pourrait être réactivé. A titre de rappel, ce programme avait été gelé en 2016 suite à la crise de 2015. Du coup, un budget de 2.635.265€ était disponible pour financer les études et expertises proposées par les institutions sectorielles des secteurs de concentration de la coopération belge.

Au titre de ce fonds, 8 ministères sectoriels ont été identifiés comme pertinents eu égard à nos secteurs de coopération et ont été conviés à ces consultations. A ces ministères, la primature et le Bureau d'Etudes Stratégiques pour le Développement (BESD), logé à la présidence de la République, ont été ajoutés.

Sur base du contenu de la convention spécifique, un canevas de requête pour demande de financement a été élaboré, discuté puis partagé à tous les ayants droits (10 institutions publiques). Ces derniers ont été invités à présenter des sous-projets pour études ou expertises pour financement par le PAREX et un total de 29 requêtes a été soumis par 8 institutions sur les 10 éligibles. Il est impérieux de rappeler que, dans une logique d'équité, chaque institution a droit de proposer une ou plusieurs requêtes sans toutefois dépasser une enveloppe de 250.000€ (décision d'un comité de pilotage).

2.2 Contexte de gestion : Bref aperçu sur les études et expertises éligibles

Les Ministères et autres Organismes publics Burundais concernés par les secteurs (agriculture, éducation et santé) et thèmes de concentration de la coopération belge au développement ou par la mise en œuvre des déclarations internationales sur l'efficacité de l'aide au développement sont prioritaires. Les études et les expertises éligibles doivent avoir une durée de moins de 24 mois.

i. Etudes éligibles

- Les études d'identification de projets et de programmes de développement
- La préparation de cahiers de charges pour des études pour lesquelles les administrations n'ont pas l'expertise nécessaire
- Les consultations et missions liées à la préparation et la mise en œuvre des programmes et projets de développement
- Les analyses stratégiques dans les secteurs et thèmes d'intervention de la coopération belgo-burundaise.
- Les séminaires ou les ateliers nationaux, en lien avec les études et expertises du Programme
- Les études, missions et séminaires nationaux, relatifs à l'intégration des thèmes transversaux (genre, environnement) et des thématiques prioritaires (droits humains, travail décent, consolidation de la société) dans les approches sectorielles, programmes et projets
- Les études exploratoires en préparation des programmes indicatifs de Coopération de la coopération bilatérale belgo-burundaise

ii. Expertises éligibles

Les expertises et appuis logistiques y associés ont pour objectif le renforcement des capacités des Institutions bénéficiaires pour leur permettre de jouer de manière plus efficace et efficiente leur rôle dans le cadre de leur mandat. Ces appuis visent à renforcer les Institutions bénéficiaires d'une part dans la définition et la mise en œuvre de leur stratégies et politiques et d'autre part, dans leurs processus de gestion afin d'améliorer :

- Les systèmes de gestion financière
- Les systèmes de gestion des ressources humaines
- Les systèmes de planification et de suivi-évaluation
- Les systèmes de gestion des marchés publics

Les appuis concernent également les Ministères transversaux qui ont un lien avec nos thématiques transversaux (genre, environnement, fonctionnement des Finances publiques et de la Fonction publique, cet.).

Une première réunion du comité de pilotage composé par le ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement, l'ambassade de Belgique et Enabel s'est alors tenue en date du 6 juin 2023 pour statuer sur les résultats d'analyse faite par une commission composée par des représentants de l'ambassade et d'Enabel.

Fonctionnaire d'exécution Enabel (provisoire)

Bonaventure NSHIMIRIMANA
CONSEILLER STRATEGIQUE

3 Analyse des progrès réalisés

3.1 Études/Expertises

Au cours de l'année 2023, seule une expertise sur 11 retenues par le comité de pilotage a été financée à hauteur de 38.856€. L'expertise consistait en appui à l'organisation d'une 1ère édition du Concours des Métiers « UMWUGA AWARD BURUNDI ». Ce projet a été initié et coorganisé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique en partenariat avec Enabel et la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (CFCIB).

Les compétiteurs étaient au nombre de 46 jeunes de 8 métiers, soit : 6 en menuiserie, 9 en couture, 5 en soudure, 6 en mécanique automobile, 5 en informatique/TIC, 5 en service bar et restaurant, 5 en maçonnerie, ainsi que 5 en installation électrique. Leur âge était compris entre 20 et 25 ans.

Ce fonds a financé 2 missions d'accompagnement/coaching avant et pendant l'organisation du concours par Worldskills Belgium. La première mission a eu lieu au mois de juillet et la seconde au mois d'octobre 2023.

3.1.1 État d'avancement des expertises

État d'avancement des expertises	A	B	C	D	Commentaires (seulement si la valeur est C ou D)
Appui à l'organisation d'un premier concours national des métiers au Burundi en octobre 2023 par le Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique	X				

3.1.2 Analyse des études finalisées

Pas d'étude exécutée en 2023

3.1.3 Analyse de l'expertise

Titre de l'expertise – nom des experts :	Appui à l'organisation d'un premier concours national des métiers au Burundi en octobre 2023 par le Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique Début de l'expertise : 30 juillet 2023 Date de fin de l'expertise : 22 octobre 2023 Experts alignés : Francis Hourant, Directeur de Worldskills Belgium et Jean Claude Raskin Coach mental
<i>Décrivez, en quelques phrases, quel est/était l'objet de l'expertise</i>	L'expertise portait sur :

	<ul style="list-style-type: none"> - La formation et le coaching mental pour les coaches (formateurs entraîneurs des compétiteurs) - Le coaching mental des compétiteurs avant et pendant la compétition le cas échéant; - L'assistance à la mise en place technique et matérielle pour un bon déroulement de la compétition - L'accompagnement technique et moral de toutes les parties prenantes ; - Le coaching post compétition : capitaliser les leçons tirées de la première édition pour mieux préparer la seconde édition de 2024 (ceci continue à se faire même à distance)
<i>Dans quelle mesure l'expertise produit-elle les résultats attendus ?</i>	L'expertise a permis de doter les coaches locaux des capacités de mener à bien la pré-sélection des candidats mais aussi, elle a contribué au renforcement des capacités du comité d'organisation.
<i>À quoi l'expertise a-t-elle contribué ?</i>	L'expertise a permis de doter le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique ainsi que la CFICB des capacités d'être à même d'organiser les éditions suivantes de manière autonome.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'expertise et sur ses résultats ?</i>	L'assistance technique de worldskills s'est bien réalisée même si le report des dates de tenu de l'évènement n'a pas permis son organisation en présence des experts de worldskills. Une solution alternative a été trouvée : d'une part, les experts ont organisé une mission au Burundi la semaine précédant l'évènement, puis ils ont assuré un accompagnement à distance à partir de Bruxelles la semaine de l'évènement, et assuré un suivi à distance post-évènement, avec debriefing et évaluation, d'autres parts. Ce changement n'a pas affecté les résultats de l'évènement.

3.2 Critères de qualité

Ce chapitre se réfère à la seule expertise financée au courant de l'année 2023 par le programme PAREX. Il pourra être bien développé pour les années à venir quand le fond aura financé les études et expertises validées par le comité de pilotage tenu au mois de septembre (annexe 2).

Pertinence :

L'intervention PAREX correspond parfaitement aux attentes des institutions bénéficiaires. Sa flexibilité fait d'elle, un programme adapté pour répondre aux besoins en études et expertises exprimées à travers les requêtes de financement adressées par les institutions éligibles. En outre, dans les réunions de réactivation du fonds tenues entre l'Ambassade de Belgique (+Enabel) et le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, les 10 institutions éligibles pour une demande de financement à travers ce fonds ont été déterminées de commun accord entre les deux parties (bailleur représenté par l'ambassade et bénéficiaire représenté par le ministère ayant la coopération dans ses attributions). Ces 10 institutions sont soit des secteurs de concentration de la coopération bilatérale, soit touchent des volets transversaux chers à Enabel (+Ambassade).

Efficience :

Durant l'année 2023, le PAREX n'a financé que la seule requête relative à l'appui en expertise pour la

tenue du concours des métiers : « UMWGA Award 2023 ». Les moyens engagés pour cette expertise perlée (2 missions en seulement 3 mois) ont permis d'avoir de bons résultats en si peu de temps. Sur un budget prévisionnel de 40.000€, nous avons pu réaliser les résultats attendus de l'expertise perlée avec seulement 38856€. Donc, une mise en œuvre optimisée d'où la note B est attribuée juste en lien avec cette expertise.

Efficacité :

Nous n'avons pas pu financer, au courant de l'année 2023, toutes les 11 requêtes qui étaient validées par le comité de pilotage du mois de septembre. Plusieurs raisons militent en faveur de cette situation mais la plus importante est le temps insuffisant du conseiller stratégique en charge de la mise en œuvre du projet du fait qu'il était aussi en charge d'un travail important de co-piloter la rédaction du portefeuille pays 2024-2028 jusqu'à la signature de la convention spécifique intervenue le 20 décembre 2023. Ce retard sera rattrapé avec l'année 2024. Ainsi, la note C est attribuée du fait que l'on a au moins réactivé le PAREX, rédigé les canevas de soumission des requêtes, réceptionné et analysé les requêtes soumises, organisé deux comités de pilotage et financé un des 11 sous-projets présentés.

Critères	Note
Pertinence	A
Efficiences	B
Efficacité	C

3.3 Gestion des risques

- i- Les changements intervenus dans l'équipe de l'ambassade spécialement le départ du chef de coopération a perturbé la tenue du copil qui était prévu en juillet de cette année retardant ainsi la prise de décision sur le financement des 13 sous-projets retenus et corrigés. Heureusement, le nouveau chef de coopération a été briefé rapidement et le copil s'est finalement tenu en septembre. Ce qui a permis de valider 11 requêtes sur les 13 corrigés.
- ii- Risques de détournements : Après avoir constaté le travail que requiert la gestion de ce fonds (élaboration des termes de référence pour les études et les expertises, le suivi au quotidien des 7 premières institutions financées pour limiter les possibles détournements, etc.), il a été décidé de recruter un staff qui sera chargé de la mise en œuvre du PAREX. Son salaire sera chargé sur ce fonds. Le recrutement d'un manager permanent du PAREX contribuera à résoudre les défis relatifs aux retards enregistrés la première année de réactivation d'une part, et à limiter les risques de détournement d'autres part.
- iii- La préparation des sous projets a pris trop de temps que prévu : les équipes mobilisées par les institutions pour préparer les requêtes n'avaient pas les capacités requises et plus particulièrement, dans certains ministères, les points focaux ayant suivi les explications du canevas ont été écartés par la suite au moment de la rédaction des requêtes. Il est prévu, pour la prochaine fois, de mieux préparer les points focaux et de demander formellement que ces derniers fassent obligatoirement parties des équipes de rédaction des futures sous-projets à présenter pour la seconde phase.

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Enseignements tirés

Au cours l'année 2023, deux réunions du copil ont été tenues respectivement en dates du 14 septembre avec comme recommandations :

Enseignements tirés	Public cible
Un réel déficit des ressources humaines (qualité) au niveau institutionnel reste un facteur limitant pour la performance du projet. Un grand travail de retouche des documents partagés (requêtes, TDRs ,etc.) ne permet pas d'avancer rapidement pour le lacement des études et expertises exprimées par le partenaire. D'où une décision, de recruter un coordinateur dédié.	Représentation Enabel Burundi.

5 Annexes

5.1 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Output	Budget	Actuals	Available Budget	Execution
A01 - Fonds non alloués	1 727 880		1 727 880	
B07 - Numérisation carte géologique du Burundi	365 858	302 661	63 197	83 %
B08 - Appui à IARMP	75 084		75 084	
B09 - Expertise appui à la CNCA	401 612	286 457	115 155	71 %
B10 - Expertise marché public FCE II	320 892	260 015	60 877	81 %
B11 - Renforcement capacité d'exécution et de g...	463 849	432 912	30 937	93 %
B12 - Expertise Perle Ministère de la Fonction ...	229 668	101 490	128 178	44 %
B13 - Renforcement capacité gestion MP FCE II	416 915	387 780	29 135	93 %
B14 - Expertises Appui à la Direction de la Politi...	420 000	475	419 525	0 %
B15 - Concours des métiers UMWUGA AWARD ...		38 856	-38 856	N/A
Z01 - UAGP	75 000	87 437	-12 437	117 %
Z02 - TVA à récupérer		2 253	-2 253	N/A
Z99 - HQ managed lines, only to be used by HQ!		12	-12	N/A
Total	4 496 758	1 900 349	2 596 409	42 %

5.2 Décisions prises par le comité de pilotage et suivi

Suite aux deux réunions du comité de pilotage de juin et septembre, 12 sous projets présentés par 8 institutions ont été retenus pour être financés par le PAREX. Comme, le projet présenté par le ministère de la justice avait finalement été financé par autre intervenant, il ne reste que 11 sous projets et le tableau en bas donne l'état d'avancement e ces derniers.

N°	Ministère	Nom du sous-projets	Montant validés	Etat d'avancement
1	Ministère de la fonction publique, du travail et de l'emploi	Promotion de l'emploi et du travail décent - Appui au développement des compétences et employabilité des Chercheurs d'emploi sortant du système éducatif Burundais (OBEM)	118.250 €	TDR analysés, attentes dernières retouches par l'équipe projet ACFPT pour un démarrage effectif de

N°	Ministère	Nom du sous-projet	Montant validés	Etat d'avancement
		Appui à l'élaboration des textes d'application du nouveau code de travail	72.343€	Les TDR sont en cours de finalisation
		Appui au renforcement des capacités des administrateurs du travail en normes internationales du travail	28.512€	Les TDR sont en cours de finalisation
2	Ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement	Projet de mise en place d'un système de gestion adéquate en matière de ressources humaines et traitement électronique des dossier administratifs	124.005€	Les TDR sont en cours d'analyse par pour inputs par une experte Enabel en digitalisation
		Projet de gestion rationnelle des eaux dans les espaces de l'ISABU pour la production des semences agricoles	70.000€	Les TDR n'ont pas encore été partagés par ISABU
3	Ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage	Assistance technique pour une analyse macro-économique du secteur agricole	119.091€	Les TDR sont finalisés et partagés avec la cellule Marché publiques
4	Ministère de la santé publique et de la lutte contre le sida	Enquête de santé mentale au Burundi - ESMB	248.978,8€	Les DTR sont en cours d'analyse par un expert Enabel en santé mental
5	Primature	Projet de renforcement des capacités des hauts cadres et cadres de la primature et ses institutions rattachées sur la Planification et suivi-évaluation des projets	93.177€	Les TDR sont finalisés et seront partagés rapidement avec la cellule marché publique
6	Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique	Appui à l'organisation d'un premier concours national des métiers au Burundi en 2023	40.000€	Terminé
		Appui à la conception du guide d'organisation des enseignements/apprentissages de qualité dans les structures de formation techniques et professionnelles au Burundi	122.697€	TDR assez complexes en cours d'analyses avec l'appui de Albert.
7	Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre,	Etude d'impact sur la situation socio-économique des ex-lauréats du Centre National de Réadaptation socio-Professionnelle _ CNRSP	43.120€	TDR Finalisé et partagés avec la cellule contractualisation.
	Total Provisoire.		1.080.174€	